

Mise en conformité

L'Association luxembourgeoise des compliance officers tient sa 14^e assemblée générale

Jean-Noël Lequeue, le président de l'ALCO, nous brosse les actuelles tendances de cette fonction.

Le métier de compliance officer («officier de conformité») est-il victime de son succès? La formule est peut-être osée. On peut cependant parler d'une crise de croissance qui met à l'ordre du jour un certain nombre de défis à relever.

La compliance, telle qu'appliquée aujourd'hui, est une activité récente qui trouve sa source dans la lutte contre le blanchiment d'argent mais qui a largement dépassé ce domaine pour intégrer les questions de conformité réglementaire ainsi que de protection des marchés.

Une multiplication verticale des réglementations qui a, en sus, touché de plus en plus d'entités, débordant ainsi des secteurs de la banque et de l'assurance pour concerner désormais toutes les professions périphériques au secteur financier.

«Si on s'en tient à la lutte contre le blanchiment, avec la loi de 2010, on inclut à côté des banquiers et des assureurs l'industrie des fonds d'investissement, les avocats, les notaires, les experts comptables, les réviseurs d'entreprises et même les casinos...»

Et même tous les commerçants, dès lors qu'il y a un paiement supérieur à 10.000 euros», résume Jean-Noël Lequeue.

«Cela multiplie les obligations, notamment en termes de présence de compliance officers, et crée des redondances dans la pratique du

contrôle», poursuit le président de l'ALCO. Pour lui, sur une Place financière à la taille quand même limitée comme celle du Luxembourg, on ne dispose pas forcément des ressources humaines en suffisance pour répondre aux besoins.

Jean-Noël Lequeue estime, vu le nombre de sociétés concernées par les différentes réglementations, qu'il faudrait au moins 1.200 compliance officers pour respecter les obligations tout en étant professionnels dans l'approche. «On est loin du compte.»

L'approche choisie: «un officier de conformité par structure» conduit à une difficulté classique, à savoir une inflation des coûts du contrôle. «Cette problématique du coût est générale en Europe mais bien plus aiguë encore au Luxembourg où les salaires sont supérieurs ici à la moyenne européenne.»

Conséquence: la demande sur le marché de l'emploi étant forte, cela favorise la progression salariale et augmente le turn-over. Cela doit bien être désormais le seul métier concerné par ce phénomène sur la Place...

Spécialisation et outsourcing

Une autre spécificité du secteur financier luxembourgeois est son morcellement et la multiplicité d'acteurs appelés à intervenir dans la chaîne des valeurs. L'exemple le plus parlant est celui de l'industrie des fonds d'investissement.

Et au travers de cette multiplication, les obligations s'additionnent au point de devenir redondantes.

«Si un fonds fait appel à une société de gestion qui doit déjà opérer les contrôles anti-blanchiments, à quoi cela sert-il de tout recommencer à ce niveau?» «Sans compter



«Le compliance officer ne doit pas s'attribuer une responsabilité excessive», prévient Jean-Noël Lequeue

qu'à force d'avoir les mêmes obligations, il y a un risque que l'on se repose sur le voisin. Cela démobilise», ajoute le patron de l'ALCO.

Nonobstant, on fait de plus en plus appel, au sein des structures, aux compliance officers. Une évolution jugée certes positive mais

qui conduit à une situation où plus rien ne se fait sans un accord de l'intéressé.

Ce qui accroît sa charge de travail et, de façon plus pernicieuse, conduit à ce que les dirigeants se déchargent sur lui de leurs responsabilités. «Ce qui n'est pas forcément bon car le compliance officer ne doit pas s'attribuer une responsabilité excessive. Il reste un employé de son entité.»

Et, justement, la responsabilité du compliance officer n'est pas un concept abstrait. En matière de blanchiment, il y a une obligation de moyens.

La responsabilité des professionnels du secteur financier, qu'elle soit pénale, civile ou administrative, est quelquefois engagée. Et cela n'est pas anodin. Mais, remarque Jean-Noël Lequeue, ce sont souvent les professions «périphériques» (avocats, notaires...) et les dirigeants de petites structures faisant fonction – car ne disposant pas des moyens pour doter leur société d'une structure permanente de compliance – qui sont mis en cause.

Ce qui n'est pas forcément étonnant. «Face à une réglementation de plus en plus large, il devient de plus en plus difficile d'être un généraliste de la compliance. Des spécialistes commencent ainsi à apparaître.»

Ce qui va de pair avec le développement de l'outsourcing en la matière. Une sous-traitance qui présente deux avantages: une maîtrise des coûts pour le client et l'assurance d'avoir accès à une expertise pointue et up to date.

Attention tout de même, prévient Jean-Noël Lequeue, à ne pas se focaliser sur le seul aspect coût si on choisit la voie de l'outsourcing.

MARC FASSONE

ZOOM SUR L'ALCO

Constituée en décembre 2000, l'Association luxembourgeoise des compliance officers compte 756 membres, dont 588 membres effectifs – des personnes directement actives en matière de compliance dans le secteur bancaire ou dans le secteur de l'assurance – et 168 membres honoraires – des personnes ayant un intérêt à la matière comme des avocats, des fiduciaires et même des compliance officers étrangers. Et l'attrait de l'association ne faiblit pas. De mars 2013 à mars 2014, les effectifs de l'ALCO ont progressé de 89 unités.

Ce métier de compliance officer – terme consacré que l'on peut traduire en français par «officier de conformité» –, relativement neuf, est apparu au moment de l'intensification, dans les secteurs de la banque et de l'assurance, de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Peu à peu, ses attributions se sont étendues à la défense et à la surveillance de la conformité avec les normes législatives, réglementaires et déontologiques en vigueur. Dans le même temps, de plus en plus d'activités en relation avec le monde de la finance, soumise à une pression réglementaire croissante, ont été obligées de se doter d'un compliance officer. D'ailleurs, le nombre de membres de l'ALCO n'exerçant pas dans le secteur bancaire augmente.

Les missions de l'association sont classiques: favoriser le dialogue et l'échange entre ses membres sur les questions d'actualité, uniformiser l'approche réglementaire via la constitution de groupes de travail permanents ou ad hoc, dialoguer avec les autorités de tutelle et professionnaliser la fonction via la formation.

L'ALCO organise également des événements, des conférences où sont abordés des sujets concrets d'intérêt pour les membres. Face à la forte demande de ses affiliés, le conseil d'administration s'est engagé à en organiser quatre par an. Celui-ci cherche aussi à nouer des partenariats avec d'autres associations comme l'ALFI ou l'ABBL afin d'être complémentaires et pas redondants.

La veille réglementaire – Jean-Noël Lequeue parle de «soupe à l'alphabète» en référence à toutes ces réglementations désignées par un acronyme souvent numéroté (AIFM, MiFid, EMIR, CRD4, Ucits...) – face auxquelles on peut finir par se perdre – est une priorité de l'ALCO. Elle possède une newsletter ainsi qu'un magazine désormais exclusivement en ligne depuis son numéro 2. Elle s'est donné pour objectif de refondre son site internet et de le doter d'outils de partage d'informations plus rapide ainsi que d'un outil de recherche amélioré.